

AMNESTY INTERNATIONAL

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

AILRC-FR
8 octobre 2013
AI Index: EUR 55/011/2013

Azerbaïdjan. Une spirale infernale d'oppression à l'approche de l'élection présidentielle

Harcèlement, manœuvres d'intimidation, mauvais traitements, arrestations arbitraires, inculpations forgées de toutes pièces et procès inéquitables font partie de l'arsenal infernal utilisé par les autorités de l'Azerbaïdjan pour opprimer le peuple à l'approche de l'élection présidentielle du 9 octobre 2013, a déclaré Amnesty International.

« Alors qu'on entend parler presque tous les jours d'arrestations de militants de la société civile et de persécutions de dissidents, il est difficile de savoir le nombre exact de personnes touchées, tant cela se va vite, a dit John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International. Les persécutions sont si répandues et si fréquentes qu'il est difficile d'estimer à quel point la situation actuelle est mauvaise. »

« Nous avons déjà adopté non moins de 14 personnes comme prisonniers d'opinion. Ces personnes sont actuellement incarcérées uniquement pour avoir exprimé leurs opinions ou mené des actions pacifiques. »

Dans son nouveau rapport, rendu public mardi 8 octobre 2013, [Downward spiral: Continuing crackdown on freedoms in Azerbaijan](#), l'organisation présente des informations et une analyse sur la manière dont le gouvernement a intimidé et réduit au silence des opposants depuis les grands mouvements de protestation de mars et avril 2011.

Le rapport explique comment les ONG, les médias, les groupes critiques et prodémocratiques ainsi que les partis d'opposition ont été en butte aux attaques :

- Les médias indépendants sont réduits au silence parce que des licences de diffusion leur sont refusées, de lourdes amendes pour diffamation présumée leur sont imposées et des journalistes sont harcelés ; certains ont même été passés à tabac.
- Les ONG sont étranglées par une quantité innombrable de règlements administratifs et par des exigences vagues que les autorités invoquent arbitrairement pour refuser de les enregistrer, ce qui limite aussi leurs possibilités d'obtenir des fonds.
- Les militants de la société civile, les opposants et les journalistes indépendants font régulièrement l'objet de menaces d'arrestation arbitraire et de poursuites sur la base d'inculpations forgées de toutes pièces, en particulier alors que l'élection approche.

« Avec cette répression générale, le sens même d'un scrutin est mis en cause. Les gens doivent être libres de se forger une opinion et de la partager avec d'autres ; libres de protester quand ils constatent

que leurs droits sont bafoués, et libres de le faire avec d'autres. Rien de tout ceci n'est autorisé en Azerbaïdjan, et ceux qui s'y aventurent le paient cher de leur sécurité personnelle et de leur liberté. Il faut y mettre un terme, a dit John Dalhuisen. Le gouvernement d'Azerbaïdjan doit libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers d'opinion. »

L'Azerbaïdjan est partie à tous les principaux traités des droits humains qui protègent les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, entre autres droits fondamentaux de la personne. Le pays est aussi membre du Conseil de l'Europe et un partenaire commercial important pour un grand nombre d'autres pays membres.

Ses partenaires internationaux semblent cependant avoir peu d'influence. Les autorités azerbaïdjanaises n'ont tenu aucun compte des propos de ceux d'entre eux qui se souciaient de la « pression continue » exercée sur les militants, la société civile et les médias indépendants.

« L'Azerbaïdjan doit mettre fin au harcèlement et cesser de réprimer la société civile et les médias indépendants. La communauté internationale, quant à elle, doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que le gouvernement azerbaïdjanais respecte pleinement ses obligations aux termes du droit international, et y adhère.

Pour obtenir plus d'informations ou prendre rendez-vous pour un entretien, veuillez contacter :
Lydia Aroyo, attachée de presse du Secrétariat international d'Amnesty International, tél. : +44 (0)20 7413 5599 ; mobile : +44 (0) 7771 796 350 ; courriel : laroyo@amnesty.org.